Année XIX. N° 505. 25 Janvier 1919.

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 3 ; six mois, fr. 1.50
Le numéro : 5 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Une soirée littéraire et musicale est organisée, pour le samedi 15 février, à la Salle de la Muse, par notre groupe et la Section socialiste italienne, au bénéfice des victimes politiques. — Que chaque camarade nous procure des lots pour la tombola ; ils peuvent être remis à notre rédaction.

Ce que les libertés pèsent peu

La réaction sévit de tout temps, mais il y a des époques où elle est singulièrement violente. Nous sommes à une de ces périodes d'acuité où se démontre le peu de valeur des libertés que l'on pouvait croire définitivement acquises. Il y a la réaction d'en haut et celle d'en bas. L'une a sa source dans l'amour de l'argent et de la puissance qu'il donne ; l'autre réside dans le besoin de quiétude, de somnolence, dans la force de l'habitude, dénotant un sang appauvri et une intelligence médiocre désireuse de s'enliser dans les vieilleries conventionnelles.

La réaction d'en haut, on la voyait venir depuis longtemps, s'accentuant de jour en jour. On ne pouvait vivre longtemps sur l'équivoque du droit, de la justice et de la liberté, cachant les appétits féroces de la classe bourgeoise. A mesure que la guerre prenait une tournure favorable, pour les nations industrielles et commerçantes de l'Entente, le sentiment de la conservation des privilèges acquis reprenait de la force et se manifestait dans les articles de la presse, inspirés par la finance, mieux à même de saisir le moment psychologique d'une action générale. Ce fut bientôt une charge à fond contre le socialisme, et le bolchévisme parut être le mobile de cette nouvelle croisade. Il n'en était que l'apparence.

Il fallait agiter les esprits, faire peur aux timorés, diviser les hommes pour mieux les asservir et les éloigner de tout désir de changement des conditions de la vie par la crainte du pire. C'est chose facile quand la diffusion des feuilles malpropres composant la grande presse verse tous les jours dans les esprits dépourvus de tout sens critique le poison de leurs calomnies et de leurs sophismes.

Sous ce rapport, la presse suisse tint le record. La fameuse démocratie, vieille de six siècles, est la plus formidable blague qui ait jamais couru le monde. Nous avons des oligarchies industrielles, financières, basochiennes ; nous attendons encore la démocratie. Ces oligarchies mènent tout, absorbent tout, et comme elles sont maîtresses absolues du pays, tout esprit indépendant, bientôt mis à l'index, doit se taire ou disparaître.

Ah ! la jolie façade que voilà ! Il a suffi d'un essai de grève générale, motivé par la vie précaire du prolétariat suisse, pour supprimer ce qu'on a appelé, dans le désir de limiter les aspirations vers le progrès social, les « libertés nécessaires ». Plus de liberté de la presse, car sous prétexte de crise du papier, il est défendu de créer de nouveaux journaux ; les réunions interdites au nom de l'ordre ; l'arrestation préventive sans définir ce que peut bien être le délit prévenu ; le travail forcé ; les privilégiés formant avec leurs valets et des citoyens dignes de le devenir une garde prétorienne avec félicitations des gouvernants pour cette collaboration spontanée. Voilà le bilan de la démocratie six fois séculaire ! On comprend pourquoi accapareurs et trafiquants ont eu beau jeu pour exploiter les pauvres toujours plus pauvres pendant toute la durée de la guerre. On était là compères et compagnons à charge de revanche si un jour les volés manifestaient la volonté de ne plus l'être aussi bénévolement.

* * *

Le congrès socialiste international devant se réunir en Suisse est interdit dans les cantons romands qui se targuaient jadis d'être les champions de la liberté et du droit. Et pourquoi donc ? Pourquoi, mais tout simplement parce qu'entre socialistes il s'agit de s'entendre et que les sycophantes bourgeois ne déploreraient rien autant qu'une reconstitution de l'Internationale sur des bases vraisemblablement plus révolutionnaires qu'avant 1914 ; rien ne les émeut davantage qu'une reprise des relations entre travailleurs organisés des différents pays. Une telle entente, avant la conclusion de la paix, pourrait provoquer la recherche des causes de la guerre et avec elles l'établissement des responsabilités remontant sans doute aux combinaisons financières, industrielles et commerciales du capitalisme international. Alors, les journaux plus ou moins inféodés au système, manifestent leur rage et leurs inquiétudes tout à la fois. Avec une outrecuidance que rien n'arrête, ils représentent à eux seuls la démocratie, la fameuse démocratie six fois séculaire et qui prétend servir de modèle dans l'avenir. Joli modèle, en vérité ! La haine de l'Allemand était un outil incomparable pour diviser les travailleurs, pour dérober à leurs yeux leurs véritables ennemis ! Et voilà, on vient chasser ce brouillard derrière lequel se complotait l'enchaînement du prolétariat universel. Quelle joie de savourer l'écrasement du peuple allemand, lui, si orgueilleux jadis par pétrissage nationaliste, mais quel désenchantement aussi de le voir devenir révolutionnaire, et, peut-être, par l'esprit d'ordre qui le caractérise et pour se sauver de l'écrasement total désiré par ses adversaires envieux se faire le promoteur d'une conception socialiste de la production. Sus à l'ennemi pour ce qu'il pourrait faire plus encore que pour ce qu'il a fait grâce à ses gouvernants ! Ecrasons-le ! Ne le laissons pas respirer ! Calomnions, calomnions et masquons nos propres défauts derrière l'étalage complaisant des siens !

Oh ! que ce pays — c'est de la Suisse que je parle — s est abaissé depuis 1848 ! Soixante-dix ans de suffrage universel l'ont pourri totalement. Pendant toute cette période de luttes politiques, sans autre but que l'élévation des personnes, le peuple suisse a été le jouet des oligarchies qui l'ont trompé au jour le jour, pour garantir leurs privilèges tout en lui refusant les améliorations qui lui eussent permis peu à peu de voir clair dans leur jeu.

Mais, aujourd'hui, poussées par les événements, les oligarchies abattent elles-mêmes leurs cartes. Comptant sur une armée flattée, adulée comme une armée de mercenaires à la solde d'une classe quoique payée par le pays tout entier, comptant aussi sur un peuple divisé, elles établissent des catégories de citoyens : les bons d'un côté, les mauvais de l'autre. Ceux qui défendent les privilèges de la richesse, et ceux qui aspirent à l'égalité, au nivellement des classes, l'effroi antique de tous les réactionnaires, républicains aussi bien que monarchistes. Demain, s'il le faut, et pendant qu'il en est encore possible, elles jetteront une partie du peuple sur l'autre, pensant retirer du conflit quelques années de répit. Ce n'est plus aujourd'hui querelle dogmatique mais lutte d'intérêts. Les uns veulent jouir et conserver le monopole de la puissance d'argent ; les autres veulent vivre libres et fiers, savoir pour quoi et pour qui ils travaillent. Ils veulent leur part des fruits de leur labeur quotidien ; ils veulent se sentir co-propriétaires des instruments de travail, des usines. Ils veulent collaborer à la gestion de la commune production. Voilà qui ne saurait être admis par le capitalisme ! Voilà à quoi les oligarchies de proie ne sauraient souscrire !

Mais l'heure du réveil des consciences prolétariennes a sonné. Déjà, de nouvelles conceptions se font jour qui veulent devenir des droits réels. Au sein même de la classe bourgeoise, des éléments jeunes, actifs, se demandent s'ils vont suivre docilement l'ornière dans laquelle s'embourbent les pensées caduques de leurs aînés, si c'est là, en face de l'immense injustice des temps, tout le bonheur promis, si rien n'est à faire quand leurs yeux s'ouvrent à la lumière et que leurs consciences s'éveillent ?

Non, la vie n'est pas dans le maintien de ce qui est bas, vil et par dessus tout inintelligent sous les apparences de la vertu et du savoir. Le bien ne peut pas servir à étayer de bas intérêts, enguirlandés, quand les circonstances l'exigent, de devoirs dont on s'affranchit bientôt, lorsque le danger est passé.

Vous avez cru, bourgeois aveulis, tromper le peuple et vous avez du même coup trompé la chair de votre chair. Elle vous demandera compte un jour de vos mensonges, car en s'éclairant à la lumière des faits, vous paraissez bien diminués aux yeux même des vôtres.

Allez, jetez votre dernier anathème aux idées nouvelles ; ou, plutôt, démarquez-les ! Parlez de votre amour pour le peuple ; dites-vous partisans des « justes réformes », celles que vous ne pouvez pas éviter, opérées par vous toujours, car dans votre suffisance vous ne sauriez admettre que l'avenir ne vous appartienne pas ! Dépêchez-vous, l'heure presse, car votre linceul se tisse dans l'ombre de vos vieilles formules archi usées avec lesquelles vous avez vaincu jusqu'ici.

G. H.

Au début, tous les enfants étaient illégitimes, et personne ne songeait à mépriser une fille parce qu'elle était mère. C'eût été comme reprocher à un bouton de fleur d'avoir l'audace de s'épanouir.

MULTATULI.

La tragédie va-t-elle finir?

Depuis plus de huit mois notre ami Louis Bertoni est au secret le plus absolu dans les prisons zurichoises; depuis plus de neuf mois des camarades italiens et suisses, dont nous ne connaissons pas exactement le nombre, tant est grand le mystère qui entoure l'affaire dite des bombes de Zurich, sont dans les mêmes lieux, soumis à un épouvantable régime physique et moral.

Nous l'avons déjà dit mais nous ne devons pas nous lasser de le répéter, si horrible est la situation des emmurés vivants de Zurich — du moins de ceux qui sont encore, car il y a eu déjà plusieurs morts mystérieuses — le régime auquel sont soumis les détenus est beaucoup plus odieux que celui qui est appliqué aux assassins ou présumés tels. Si paradoxal que cela soit, si demain un des emprisonnés tuait quelqu'un, sa situation serait immédiatement améliorée; devenu assassin il aurait droit aux garanties que la loi reconnaît à tout le monde... sauf aux innocents ou aux accusés de délit de pensée qui, dans notre Suisse démocratique. est de beaucoup le plus dangereux.

Sans vouloir accabler les malheureux dévoyés que nous considérons comme les victimes d'une organisation défectueuse, nous nous permettons de relever tout ce qu'il y a d'étrange dans un traitement beaucoup plus rigoureux pour ceux qui luttent afin de hâter le progrès social, que pour ceux qui ôtent la vie d'autrui. Cela paraît étrange, mais pourtant est bien conforme à l'esprit des lois qui est essentiellement conservateur.

Le poignard qui fouille les entrailles supprime une vie, ce qui est désagréable pour la victime, mais ne change rien à l'ordre social, qui prévoit lui-même la peine de mort par la guillotine, la guerre, l'exploitation, la vente d'aliments frelatés, la famine et mille autres moyens raffinés et légaux de faire passer les humains de vie à trépas. L'assassin vulgaire n'est donc pas condamné pour avoir donné la mort, puisque la société tue tous les jours. mais seulement pour avoir accompli son acte sans tenir compte des règles établies, délit qui sera puni selon la puissance financière du délinquant.

En revanche l'homme qui s'arme de sa pensée est infiniment plus dangereux. Il ne fait pas couler le sang pour se saisir d'une bourse ou assouvir une vengeance. Il infuse des germes de liberté dans les cerveaux, et au lieu de glacer les veines, il leur donne une sève nouvelle génératrice des ardeurs généreuses qui, d'un monde égoïste et en putréfaction morale, feront une humanité resplendissante de beauté. Les rapaces qui se repaissent de sang humain en sont naturellement courroucés et foncent du bec sur les audacieux qui infiltrent dans les consciences des rais de lumière sur l'ombre propice aux mauvais coups.

C'est pour ce crime que Bertoni est emprisonné et soumis à un régime dont les gardes-chiourme sibériens de Nicolas II n'auraient pas voulu prendre la responsabilité. C'est pour avoir consacré toute sa vie à l'éducation de ses frères en exploitation que toutes les forces du mal s'acharnent sur lui avec des attouchements et des hurlements de fauves à qui on va enlever leur proie.

Depuis plus de huit mois de détention, Bertoni n'a circulé à l'air libre que *deux* fois vingt minutes. L'infect régime alimentaire de la prison ne peut être amélioré que par des fruits et du chocolat. Tout autre envoi d'aliments est impitoyablement refusé par les représentants de la justice fédérale, jaloux des lauriers de Torquemada. Après plus de huit mois de détention Bertoni ignore encore le contenu du dossier que le « juge » Otto Heusser a dressé contre lui par les procédés que nos lecteurs connaissent, c'est-à-dire par le moyen des injures, des menaces, des voies de faits, du cachot, avec pour toute nourriture du pain et de l'eau, et par toutes les cruautés choisies que certains juges d'instruction ont repris de l'inquisition. Notre camarade n'a de même vu ni un avocat ni qui que ce soit d'honnête avec qui il puisse s'entretenir de son affaire.

Et pour achever de compléter la barbarie de ces pratiques, le juge Otto Heusser, au cours de ces longs mois de torture, fait à une certaine presse d'infâmes communiqués, fragments des plus misérables romans policiers, tout cela pour tromper l'opinion publique et faire oublier les accusations précises et terribles qui ont été portées par quelques-unes de ses victimes contre lui, Otto Heusser, juge d'instruction à Zurich, accusation qu'il n'a jamais osé réfuter. Et ce qui montre mieux le tragique de la situation de Bertoni, innocent de tout ce dont on l'accuse, c'est la façon dont on veut empêcher que l'opinion publique connaisse comment et dans quel esprit ce procès est conduit. Oui, il y a un complot de Zurich, mais c'est contre Bertoni qu'il est dirigé! L'avenir dira par qui. On a voulu sauver certains ambassadeurs importateurs d'explosifs et ruiner le mouvement émancipateur anarchiste en portant contre l'homme de grande valeur qu'est Bertoni une accusation scélérate qui faisait de lui un allié de potentats couronnés. On n'a pas eu honte d'essayer de présenter Bertoni comme agissant en accord avec les émissaires de Guillaume II, alors qu'en 1912 Bertoni a été emprisonné deux mois, sans motif avouable, uniquement pour faire plaisir à ce même empereur qui avait décidé de venir assister en Suisse aux « manœuvres impériales ».

Bertoni n'avait d'ailleurs pas été la seule victime; les contribuables l'ont été aussi pour solder le coût des incroyables sottises de nos maîtres recevant en larbins « sa Majesté » prussienne. Il y a eu dans les prisons de Zurich des morts — devons-nous dire providentiels ? — dont on invoquera le témoignage avec d'autant plus de force que leurs bouches sont closes pour toujours. Il y a eu des gens victimes des pires violences de la part de Otto Heusser — mais qui ont l'inestimable chance de ne point être « suicidés » — et qui pourraient dire d'édifiantes choses sur les pratiques judiciaires helvétiques. Mais ceux-là ont été expulsés fédéralement, y compris Lucien Guiboud, dont nos lecteurs ont vu le cliché représentant ses vêtements déchirés par le juge Otto Heusser. Disons que Guiboud, étant réfractaire, est provisoirement interné à Orbe sans avoir commis d'autre délit... que les coups reçus du juge d'instruction fédéral. Il est vrai qu'il avait osé porter plainte.

Sa femme, qui est d'origine suisse, doit suffire seule aux besoins de ses deux enfants.

Nous en avons assez de cette fois pour montrer de quelle monstrueuse machination Bertoni est victime, ainsi que les autres emprisonnés qui ne connaissent rien non plus des faits de l'accusation.

Nous terminons en protestant avec la plus grande énergie contre les absurdes racontars de la presse, assurant que l'enquête a prouvé la culpabilité de Bertoni. Ce sont des mensonges. Contre notre ami, il n'y a dans le dossier que des romans policiers à tant la ligne et des cordes de pendus. La meilleure preuve en est qu'on n'a pas encore osé le lui soumettre, non plus qu'à un avocat..

Après neuf mois les « probabilités » de culpabilité ne sont pas assez certaines pour affronter une discussion contradictoire.

Attend-on un nouveau suicide pour avoir un témoignage irrécusable?

Nous n'abandonnerons pas nos amis et par tous les moyens en notre pouvoir nous agirons pour que triomphent la lumière et la justice.

Aucune violence ne nous empêchera de contribuer de toute notre force à la manifestation de la vérité. A. A.

Camarades ! Prolétaires !

Le manifeste suivant a été répandu en Allemagne :

Après cinquante et un mois de carnage, le prolétariat allemand a suivi l'exemple de ses frères russes; aidé des travailleurs soldats, il a renversé ses bourreaux. Le militarisme allemand, formidable colonne de la réaction, ruiné dans notre pays comme dans le monde entier, est détruit.

L'écroulement aussi rapide d'un système basé sur la violence est unique dans l'histoire du monde, et a eurpris aussi bien le prolétariat que la bourgeoisie.

Longtemps avant les dernières défaites infligées par l'Entente à notre pays, une petite minorité d'hommes de l'opposition avait lutté pour préparer la révolution. Le mouvement s'est étendu, l'armement du prolétariat fut préparé et une agitation fructueuse commença dans les casernes et les fabriques.

Et nous aussi, anarchistes, nous cherchâmes par tous les moyens à propager nos méthodes de combat : *grève générale, antimilitarisme, armement du prolétariat,* etc.

Jusqu'au dernier moment, même au matin du 9 novembre, les socialistes parlementaires et les chefs syndicalistes firent largement distribuer des manifestes dans le but d'empêcher l'action, vainement.

L'après-midi du 9 novembre, l'issue du combat fut décidée et la République socialiste proclamée! Mais quelles en furent les conséquences :

Dans la première assemblée du Conseil d'O. et S., le 10 novembre, au Cirque Busch, le gouvernement provisoire fut nommé; des hommes qui, comme Ebert, Scheidemann, Landsberg, avaient toujours lutté pour contenir les revendications populaires, en firent partie.

Ce coup était certainement préparé d'avance, car un grand nombre de personnes étrangères à ce mouvement avaient obtenu des cartes d'entrée de Wels et Eugène Ernst, et parlèrent jusqu'à ce que leur opinion prévalut. Ces gens, d'accord avec les bourgeois, demandaient une Constituante, pour frustrer le peuple du fruit de sa victoire et arriver finalement, par la Révolution, à la République bourgeoise.

La revendication du parti bourgeois concernant la Constituante ne devait absolument servir qu'à regagner la puissance perdue.

Si elle aboutissait, les préparatifs guerriers recommenceraient immédiatement, car les représentants de la clique bourgeoise, les industriels, les banques et les maisons de commerce, trouvent dans la guerre mondiale la satisfaciion de leurs intérêts impérialistes.

Prolétaires! Voulez-vous que s'abatte à nouveau sur vous le fléau d'une guerre mondiale? Voulez-vous encore traîner la chaîne du salariat? Voulez-vous encore porter sur vos épaules le fardeau des fautes que commettent des oppresseurs ? A ces questions, on ne peut répondre que par un rigoureux *non.*

Le but à poursuivre pour arriver au vrai socialisme est le suivant :

1. L'abolition de la propriété privée.
2. La suppression des entreprises capitalistes et la prise de possession des moyens de production, des fabriques et de la terre par le peuple. *Pas de mainmise de l'Etat*, ce qui constituerait une *nouvelle forme de servitude.*
3. La saisie de toutes les denrées alimentaires, afin de les répartir également entre tous.
4. L'abolition immédiate de la police et de la gendarmerie.
5. L'armement du prolétariat pour la bonne marche et la sauvegarde de la Révolution.
6. Entrée dans la ligue du prolétariat mondial, selon le projet des commissaires du peuple de Russie.
7. Nomination immédiate d'un Comité d'action, représentant le prolétariat révolutionnaire d'Allemagne dans la ligue ci-dessus mentionnée.

Notre but ne pourra être atteint que par la disparition complète du parlementarisme, dont l'action démoralisante a rendu possible l'effroyable catastrophe d'une guerre mondiale.

Camarades! Prolétaires!

Regardez la grande tâche qui se présente, car vous êtes capables de l'accomplir! Regardez, car vous êtes mûrs pour diriger vous-mêmes des destinées.

Soyez méfiants à l'égard des politiciens, comme Liebknecht l'a dit aux Conseils d'O. et S., car ils vous ont trompés depuis le commencement de la guerre.

Votre liberté est en jeu.

La lutte pour le socialisme commence.

Soyez prêts !!

Fédération allemande
des anarchistes communistes.

Chronique de la quinzaine

L'échotier de la *Libre Fédération* m'accuse de *mauvaise foi* pour avoir fait suivre l'ordre du jour du *Cercle de la Liberté* de Lausanne, de commentaires qui n'ont pas eu l'heur de lui plaire. Il n'en a retenu que l'exclamation :

« En êtes-vous déjà aux *Feuillants ?* » — « C'est, dit-il, égarer complètement les lecteurs que d'assimiler un ordre du jour nettement antimonarchiste à un document monarchiste. La manie du dénigrement éloigne de la plus banale bonne foi ».

Les lecteurs du *Réveil* avaient l'ordre du jour sous les yeux, ils n'ont pu être ni égarés ni trompés. A une époque (1791) où les Jacobins se défendaient d'être « républicains », les *Feuillants* étaient les *modérés* d'entre les modérés, et comme le propre des gens de cette espèce est de ne l'être jamais assez, ils devaient retourner à la monarchie en admettant que leur sympathie pour elle se soit jamais refroidie. Evidemment, l'analogie entre les quémandeurs d'intervention de Lausanne et les *Feuillants* n'est pas absolue. Autre

temps, autre situation. Mais demander l'appui des baïonnettes de l'Entente, c'est-à-dire à la République de M. Poincaré, soutien du tsarisme, à la république américaine dont le *feuillant* Lafayette fut un des libérateurs, et à cinq monarchies constitutionnelles au moins pour combattre la révolution russe et lui imposer une Constituante, c'est-à-dire substituer à la lutte populaire la lutte des partis sous l'égide des lois et du glaive tenu en main par les libérateurs, me paraît un acte que les *Feuillants* auraient approuvé, comme ils approuvèrent tous les actes dirigés contre le peuple en révolte.

A l'heure où aucune révolution ne peut se faire sans dévier aussitôt sur le terrain social, ces Messieurs du *Cercle de la Liberté* réclament une Constituante imposée par les armes comme le souverain bien pour la Russie. Sont-ils si sûrs que cela de la médication ?

Quand les « pauvres » seront jugulés, nous aurons la terreur blanche, pour laquelle aucune intervention ne sera demandée, et roublards et roubles — Mademoiselle Balabanoff ne les a pas tous emportés dans son cabas — reprendront leur danse folle. Les mœurs raspoutiniennes qui avaient envahi les classes aisées et amené au paroxysme la colère populaire — un moment réfrénées — s'épanouiront à nouveau dans le cadre de la misère et de la détresse du peuple. Les partis se disputeront le pouvoir et se décrèteront mutuellement d'accusation jusqu'au jour où une nouvelle révolution cherchera une autre voie. Le soc de la révolution en Russie doit fouiller profondément le terrain avant de l'assoler.

* * *

Dans ma manie de dénigrement, j'avais indiqué jadis, dans la *Libre Fédération*, que les conséquences de la guerre inspireraient aux gouvernements des mesures restrictives de la liberté des travailleurs, l'interdiction de travailler dans certains pays et la frontière fermée aux immigrants des pays « ennemis ». Les syndiqués de la C. G. T. s'élèvent dans un programme récent contre cette prohibition qu'ils prévoient dore et déjà. Ils auront fort à faire pour empêcher les gouvernants de prendre pareilles mesures, non que ceux-ci redoutent la concurrence du travail, bien au contraire, mais c'est la crainte des idées révolutionnaires apportées du dehors qui les alarme. Ils en sont à espérer sinon à croire que la guerre a extirpé en France toute tendance internationaliste parmi les ouvriers. Qu'ils se détrompent !... La fermeture des frontières ne sera jamais aussi hermétique qu'ils le voudraient.

Eux-mêmes seront obligés d'en arriver aux dérogations à la demande même des industriels en quête de spécialistes dans certaines fabrications. L'industrie française doit tant déjà aux ouvriers allemands ! Ce sera la porte entrebaillée.

Dans le *Journal de Genève*, du 12 janvier, M. H. M., directeur politique de l'organe conservateur, pose la question qu'il qualifie de *sociale* pour donner le change à quelques autruches de son clan. Il faudra retenir l'ouvrier au pays et en interdire l'accès à l'élément étranger... à certains éléments étrangers... Là, encore, soyez certains que la pensée de derrière la tête de ce conservateur, affublé parfois d'un masque de libéralisme, est toujours la crainte des idées internationalistes battant en brèche l'éducation nationaliste chauffée à blanc.

Ce n'est voir qu'un côté de la question. Les peuples ne peuvent plus vivre de leurs seules ressources, en raison même de la spécialisation. L'apport étranger est nécessaire aussi bien dans la main-d'œuvre que dans le domaine scientifique. Ce serait simplement, si l'interdiction pouvait être complète, un affaiblissement de l'industrie et de la culture nationales. Du reste, pourquoi, ces braves nationalistes des classes aisées envoyaient-ils, avant la guerre, leurs fils étudier en Allemagne, en Autriche, en France, sinon pour cette raison convaincante que les universités nationales sont insuffisamment outillées et mal renseignées souvent sur les méthodes nouvelles ?

C'est embêtant pour les gouvernants et pour M. H. M. et ses amis, mais ils devront passer par là. Le monde marche et il ne s'arrêtera pas dans sa course pour satisfaire les petites combinaisons de ces rétrogrades.

* * *

Les journaux ont reproduit une dépêche de Bergen disant que notre ami Pierre Kropotkine avait été massacré par les bolchévikes. Jusqu'ici la nouvelle ne s'est pas confirmée. Nous ne voyons pas comment l'auteur de la *Grande Révolution*, dans laquelle il a défendu le peuple, le vrai peuple de France, contre les outrages des historiens bourgeois, aurait pu être considéré comme un ennemi du peuple russe en révolution. Qu'il soit en désaccord de principes avec certains tribuns, c'est l'évidence même, mais dans la mesure de ses forces, il aura donné — je l'affirme — tout ce que son grand cœur pouvait lui inspirer pour aider les prolétaires russes, ouvriers et paysans, à se libérer de tous les esclavages. D'un autre côté, un journal français, en démentant le bruit de sa mort, dit qu'il collabore avec les bolchévikes. Sous les réserves ci-dessus, la nouvelle ne me paraît pas invraisemblable. Il y a tant à faire au cours d'une révolution cherchant encore sa voie que toutes les collaborations sont utiles, et celle d'un homme comme Kropotkine, plus encore qu'aucune autre.

Dans une de ses dernières lettres, reçue au moment de son retour en Russie, il disait : « Chers amis, soyez certains que je ne collaborerai jamais avec les gouvernements ! »

Il nous tarde d'être complètement rassurés.

G. H.

POUR LA JUSTICE

Le manifeste suivant vient d'être affiché :

« Notre camarade Louis Bertoni est encore emprisonné à Zurich, depuis le 22 mai 1918. Après plus de huit mois de détention, il est toujours au secret et n'a pu voir ou correspondre avec aucun avocat, ni consulter le dossier que le juge a constitué contre lui par des procédés qui relèvent de l'inquisition.

Si Bertoni est mis par le juge d'instruction dans l'impossibilité de se défendre, comme la loi en reconnaît le droit même au pire criminel, le magistrat-instructeur n'a pas observé la réserve que lui commandait le souci de la dignité de sa profession et la situation de l'accusé, privé arbitrairement de défenseurs légaux.

Le juge a violé le secret en faisant à la presse des communiqués tendancieux. Le dernier en date a consisté à prétendre que l'enquête avait établi la culpabilité de Bertoni. Notre camarade a eu connaissance de ce communiqué. Il répond ceci : *C'est faux. Pour tout ce qui me concerne, rien n'est établi. Ces communiqués se terminent ordinairement par la constatation que l'accusé nie ou avoue les faits mis à sa charge. Rien de cela, et pourtant, remarquez-le bien, d'une vingtaine d'arrêtés vivants, il n'est fait état que de mon nom. Je pense que puisqu'on m'accuse publiquement, j'ai le droit de vous dire que j'oppose un démenti formel à toutes les accusations me concernant.*

Des journaux ont protesté récemment contre la procédure secrète appliquée par les Allemands en Belgique. Nous pensons que tous les honnêtes gens se joindront à nous pour demander la suppression de la procédure secrète en Suisse, puis la justice pour Louis Bertoni et les autres emprisonnés de Zurich.

Nous demandons ou la mise en jugement, avec toutes les garanties d'impartialité, ou la libération immédiate. »

Le groupe du « Réveil ».

MÉLANGE

Barbarie allemande... ou suisse

Depuis que le roi des belges est revenu a Bruxelles, *à la suite* de l'armée et non à sa tête comme de vils courtisans le prétendent, tout ce que la rue des Granges compte d'invertébrés prend le chemin de la Belgique en qualité d'envoyés spéciaux de l'officine de la rue du Général-Dufour.

Tandis que l'un nous fait un portrait détaillé de la reine Elisabeth — qui est naturellement jolie et gracieuse — comme le ferait un vieux marcheur émoustillé par l'allure gavroche d'une midinette, un autre dépeint la physionomie du roi Albert, dont le masque indique l'intelligence, l'énergie, la ténacité, le courage, la loyauté, la bonté et mille autres qualités trop longues à énumérer.

Ce pauvre roi Albert, si le déluge d'éloges ne lui a pas fait perdre la raison, doit être confus de voir découvrir en lui tant de vertus, lui qui n'a fait en somme, que fuir bien à propos devant les allemands et n'est rentré à Bruxelles qu'après que la sécurité de la route fut assurée par le sang de millions d'hommes. Il a fait comme tous les chefs d'états modernes qui engagent le chapeau et l'honneur de leurs peuples dans de sanglantes mêlées mais se gardent bien d'aller eux-mêmes les dégager. Laissant leurs sujets se débattre dans la fournaise des batailles, ils apparaissent triomphalement à l'heure des banquets et des profits.

Mais les envoyés du *Journal* ne sont pas allés chez les belges seulement pour loucher du côté de la reine ou brosser un portrait flatteur d'Albert, « le lion des flandres ». Ils ont enquêté sur les actes commis par les allemands durant l'occupation. La dernière barbarie signalée par l'organe des conservateurs genevois mérite une mention spéciale. Un M. Goudet emploie deux colonnes et plus pour nous parler des tribunaux militaires allemands en Belgique. Figurez-vous que les juges d'instruction allemands étaient assez infâmes pour garder des accusés au secret, certaines fois jusqu'à six ou sept mois. Le détenu pouvait correspondre avec ses parents, mais pas avec son avocat. Il ne pouvait non plus prendre connaissance du dossier sous prétexte que les nécessités militaires s'y opposaient.

Cela est évidemment condamnable et nous comprenons le ressentiment des belges. Il reste cependant à démontrer que les pratiques belges valent mieux, ce que nous ignorons. Par contre, des gens qui ont une dose d'hypocrisie pas ordinaire ce sont les rédacteurs du *Journal de Genève*.

Vouloir ameuter la population contre les allemands par des récits du genre de ceux de M. Goudet, alors que ce journal n'a pas soufflé mot des faits beaucoup plus iniques qui se passent en Suisse est une œuvre bien caractéristique de la mentalité des « messieurs de Genève »; c'est une basse spéculation sur la paresse intellectuelle des lecteurs.

Le *Journal de Genève* sait que depuis bientôt neuf mois il y a dans les prisons de Zürich une vingtaine de personnes, dont notre camarade Louis Bertoni; il sait que ces personnes sont soumises à un régime beaucoup plus rigoureux que celui des allemands dans les pays occupés. Les emprisonnés sont soumis à la sous-alimentation forcée, il ne peuvent communiquer avec leurs parents, ils ne peuvent voir ni avocat ni dossier.

Plusieurs détenus ont été battus par le « juge » et ce dernier, profitant de l'isolement complet de ses victimes fait aux journaux des communiqués tendancieux. Pour comble d'infamie, un arrêté d'expulsion fédéral a été pris contre les victimes d'Heusser. C'est ainsi qu'en Suisse on se débarrasse des témoins gênants.

Non seulement le *Journal* ne proteste pas contre la barbarie helvétique, mais un de ses amis nous a fait savoir que « on » ne pouvait plus admettre l'agitation faite eu faveur de Bertoni et des emprisonnés de Zürich.

Et pour bien faire comprendre la puissance et les désirs de ce « on » le camarade à qui cette communication fut faite est maintenant dans l'impossibilité de trouver une occupation chez les employeurs de sa profession.

Ces mœurs « démocratiques » des dirigeants de ce pays sont bien les procédés les plus jésuitiques que l'on puisse concevoir. Publiquement on fait un grand étalage des droits imprescriptibles dont jouissent tous les citoyens, conformément aux lois que nous nous sommes « librement » données. Après l'accomplissement de cet acte rituel on passe à la pratique en affamant ceux qui on eu la naïveté de croire qu'ils pouvaient agir selon les prétendues garanties constitutionnelles.

Si théoriquement nous jouissons de droits nombreux, pratiquement nous sommes aussi esclaves que les sujets du Grand Turc, puisque nos droits ne sont des droits qu'à la condition expresse de n'en point user. Nous venons d'en refaire personnellement la désagréable expérience.

Mais, pour en revenir à la Belgique, si les allemands avaient eu la malice d'appliquer aux habitants de ce pays le code pénal suisse et qu'ils aient été assez avisés pour demander au conseil fédéral de lui fournir des juges d'instruction très au courant des pratiques judiciaires de notre démocratie six fois séculaire, les belges,

au nom de la légalité helvétique, auraient été affamés, rossés, insultés, maintenus au secret rigoureux pendant des années et certains auraient même pu faire d'utiles études sur le rôle des cordes de pendus dans l'administration de la justice dans les pays démocratiques.

Hélas ! les belges ont été privés de tous ces bienfaits parce que le code pénal suisse est une méchante reproduction du code prussien d'avant 1850, code qui a été abandonné par les hobereaux comme trop barbare, et que les démocrates suisses, qui marchent à la tête des nations, se sont empressés de recueillir.

Maintenant que les allemands font un nouveau pas dans la voie du progrès, attendons-nous à bénéficier bientôt du régime législatif qui a pris fin à la chute de Guillaume !! Si Clemenceau et Foch n'y font pas opposition ce sera en effet le résultat des grandes réformes annoncées.

Le congrès de la paix

Le 13 janvier s'est tenue, au ministère des affaires étrangères, à Paris, la première séance du congrès de la paix. Les gens supersticieux estimeront cette date d'un mauvais présage et vous diront que cette paix ne sera pas la paix définitive. Nous pensons de même, non à cause du 13 fatidique, mais parce que nous pensons que rien de bon et d'humain ne peut sortir des conciliabules de diplomates et de gouvernants dont les intérêts sont contraires à ceux des peuples.

Ce sont les peuples qui ont lutté pendant cinquante-un mois dans les tranchées, ce sont eux qui ont été éprouvés par toutes les misères de la guerre. Eux seuls sont qualifiés pour assurer la paix définitive qui leur a été promise pour mieux les traîner vers les charniers.

Les gouvernants, diplomates et financiers n'ont jamais cessé de tripoter et ont profité de la tuerie pour accroître scandaleusement leurs fortunes. Ils ne venaient regarder l'incendie, par distraction, qu'avec des jumelles, à très longue distance. Ils se réunissent maintenant pour préparer le nouveau feu, et s'en remettront, dans quelques années, aux soins d'un comparse habilement camouflé pour faire jaillir l'étincelle qui allumera à nouveau le sinistre brasier qui consumera d'autres millions d'humains.

Cela ne doit pas être; la paix de demain doit être celle des peuples et non un marché de diplomates qui traitent les hommes comme du bétail.

Loin donc de faire des vœux pour les «travaux» des augures réunis en ce moment à Paris, nous souhaitons ardemment que les travailleurs parisiens fassent irruption dans la salle des délibérations et flanquent à la porte les sanglants fantoches qui ont l'impudence de vouloir régler le sort de l'humanité.

Les cannibales

Comme chez Mahomet, il était écrit dans l'évangile guerrier que les journaux bourgeois romands resteraient parmi les plus vils jusqu'à la fin de la guerre.

Durant toute la durée de la boucherie européenne ils n'ont eu d'autre opinion que celle des généraux français qui, comme tous les soudards, s'en remettaient à leurs sabres du soin de penser. Dénonçant sans cesse les crimes allemands ils ont systématiquement tu les mêmes faits commis par les alliés.

Pendant l'armistice il en est de même. Foch est le dieu et ses plus scandaleux abus de la force sont présentés comme un comble de magnanisme. Les plaintes allemandes sont constamment ridiculisées et les sévices dont ils sont victimes toujours approuvés bien que l'on n'ait jamais cessé de nous dire que ce n'est pas au peuple allemand que la guerre était faite.

Mais c'est à propos du ravitaillement de Vienne que la presse romande est vraiment répugnante. Dans la capitale autrichienne la famine sévit de façon épouvantable; les femmes et les enfants meurent comme des mouches. La mort fauche parmi les plus innocents de la tuerie guerrière.

En Angleterre se fait une souscription en faveur des victimes autrichiennes de la faim; les italiens même ont consenti à rendre des vivres abandonnés lors de la retraite de l'armée impériale. Chez les ennemis de l'Autriche ils se trouvent des gens qui élèvent la voix en faveur de ces enfants. Or il se trouve en Suisse des gens asssz moralement pervertis pour protester contre l'envoi de quelques vagons de vivres à Vienne. C'est vraiment une honte. Si les peuples étrangers jugent tous les suisses d'après les écrits de nos journalistes nous ferons bien, en voyageant, de nous munir d'un acte de naturalisation d'une tribu de l'Afrique centrale où les principes élémentaires d'humanité sont plus en honneur que chez nous. Journalisme romand va devenir synonyme de cannibale.

Des témoins.

L'Imprimerie de la *Tribune de Genève* vient de mettre en circulation une brochure qui, comme les œuvres de la tribu Rostand, a été annoncée longtemps à l'avance comme devant être un phare qui projette sa lumière sur la nuit bolchéviste.

Nous étions sceptiques, car il nous paraissait étrange — comme du reste à tous les genevois — que quelque chose de bien, et surtout de lumineux, puisse sortir des presses de la « Julie ». Il y a des réputations de bêtise et de mauvaise foi qui sont solidement acquises et qui ne s'effacent pas facilement. Pour ceux qui en sont les bénéficiaires non discutés il est nécessaire de faire un long apprentissage d'intellectualisme et de véracité avant que d'être admis à sortir du cercle des aliborons et des Basile.

Contrairement à cette bonne règle, voici que la *Julie,* d'un seul coup, veut s'affranchir de la suspicion qui pèse sur elle. D'un bond elle saute au milieu des gens de bonne compagnie et présente son dernier travail : *Le bolchévisme à l'œuvre, impressions de témoins suisses.*

Hélas, on a beau retourner l'opuscule en tous les sens, on ne trouve pas « les témoins ». Il n'y a qu'un seul nom de suisse ou de français, nous ne savons pas au juste, c'est celui d'un monsieur Croisier qui a perdu sa place de journaliste à Pétrograde. Ce monsieur est furieux, ce que nous comprenons aisément; il est toujours désagréable de perdre sa place.

Mais il n'y a pas besoin d'aller à Pétrograde pour cela; nous connaissons beaucoup de suisses, et même des rédacteurs de ce journal, qui sont dans l'impossibilité d'exercer leur profession, mis à l'index par les employeurs pour avoir simplement usé des droits garantis par la constitution. Quel personnage « autorisé » protestera contre cette tyrannie ?

Mais revenons à nos témoins. La *Julie* a annoncé *des* témoins et nous n'en trouvons qu'un. Est-ce sa bêtise coutumière qui lui a fait confondre le pluriel avec le singulier ou a-t-elle utilisé le pluriel pour ne pas mentir à sa réputation de... menteuse.

Nous laissons à nos lecteurs le soin d'apprécier.

La brochure contient des récits de la misère en Russie, et l'auteur en rend les bolchéviki exclusivement responsables. Il oublie que même avant la guerre, sous le régime du « petit père » il y avait chaque année des famines, que la guerre a aggravé cette situation et que c'est la misère qui a armé les foules. Il omet d'indiquer le désordre inouï qui existait à la chute de l'empire, ainsi que l'absence presque totale des moyens de communications. Les révolutionnaires ont à remédier à tout cela en luttant contre le sabotage bourgeois qui s'exerce sur une grande échelle. Pour se rendre compte des difficultés du ravitaillement russe, il suffit de considerer ce qui se passe en Suisse où tous contribuent cependant à la vie nationale et où nous disposons d'un matériel roulant considérable.

La misère russe a pour principaux auteurs ceux qui ont précipité le pays dans la guerre pour la gloire et des profits pécuniers. Il serait criminel de l'oublier.

Dans le récit de M. le témoin Croisier il y a l'histoire pothétique de l'ouverture d'un coffre-fort. Une dame a attendu une heure, les pieds dans la neige, avant que son tour ne vienne de faire l'inventaire de ses trésors, en présence d'un délégué du peuple.

Elle se lamente à l'idée qu'elle devra échanger son or contre des titres. Mais tous les belligérants ont réquisitionné l'or et, dans notre naïveté, nous avons toujours cru que les bourgeois s'empressaient à mettre leurs richesses à la disposition de la patrie dans l'embarras.

Encore une illusion qui s'en va. Quant à attendre une heure les pieds dans la neige, la chose, pour être prise au tragique, est connue trop tard à Genève où il y a des milliers de femmes d'ouvriers qui ont attendu des jours dans la boue et la neige pour obtenir quelques kilogs de charbon et de pommes de terre. La petite dame qui attend devant sa banque pleure bien mal à propos.

Un ancien valet de chambre se lamente sur la situation à la campagne, ce qui est logique de sa part, mais ses lamentations ne doivent pas nous être présentées comme l'opinion des paysans. Quelqu'un qui a déserté la terre pour se faire larbin n'est pas qualifié pour parler au nom des campagnards.

Notons que comme la dame au coffre-fort ce larbin est anonyme, comme toute la brochure, à part la préface.

Cet écrit se termine par une histoire de femmes qui n'offre aucune garantie de véracité.

Les auteurs anonymes — *La Tribune* n'est indiquée que comme imprimeur — n'osent pas même être affirmatif.

En somme, ces impressions de témoins qui n'osent se faire connaître peuvent être cataloguée avec toutes les insanités répandues sur la révolution russe par la presse bourgeoise.

Que dans un pays aussi grand il ne se passe rien de regrettable et de vil est impossible. Des rancunes sont assouvies et de terribles vengeances doivent certainement se pratiquer. La brute humaine doit souvent faire son apparition.

Mais ces infamies étaient courantes sous l'ancien régimè et les iniques privilégiés d'alors récoltent maintenant ce qu'ils ont semé.

Pourquoi vouloir maintenant accabler le peuple alors qu'on est resté muet en présence des crimes tsaristes et que souvent l'on a tenté de faire fortune en exploitant les vices de l'ancien régime ?

Les « témoins » suisses qui n'ont jamais songé à protester contre le tsar et ses bandits sont trop partiaux pour que leur témoignage ne soit pas récusable.

Et puis, pour être pris au sérieux, il ne faut pas faire son entrée dans le monde en compagnie de la *Julie.*

Mentalité de guerre

Le *Genevois* ayant publié quelques articles pour dénoncer l'esprit de rapine des gouvernants italiens qui demandent que les Alliés considèrent comme autre chose qu'un chiffon de papier l'extraordinaire marché conclu en 1915, avant que les Italiens ne rompent avec les « barbares » pour devenir des champions du droit, — c'en était même la condition — l'organe radical est accusé d'être vendu à l'Autriche. C'est ce que le *Genevois* fait savoir dans son numéro de dimanche dernier en avisant qu'il poursuivra devant les tribunaux les propagateurs de cette calomnie.

En stigmatisant la voracité du gouvernement italien, qu'il ne faut pas confondre avec le peuple de la péninsule qui ne demande que la paix, le *Genevois* a fait une excellente besogne qui devrait inspirer tous les journalistes, non seulement en ce qui concerne les appétits italiens, mais tous les impérialismes.

Mais faire son devoir à l'heure trouble où nous vivons n'est pas une chose commune, tous les moyens de corruption étant employés, toutes les consciences vénales soudoyées. Le lecteur croit lire un mot sincère et le plus souvent ce n'est qu'une émanation des fonds secrets des gouvernements ou des officines capitalistes.

Ceux qui créent ainsi cette opinion publique frelatée ont peine à concevoir que quelqu'un puisse dire ou écrire autre chose que ce pourquoi il est payé. Dire ce qu'on croit être juste et vrai est une anomalie à une époque où il est si profitable de mentir.

Le *Genevois* est assez fort pour remettre à leurs places ses détracteurs, aussi bien n'est-ce pas sa défense que nous avons voulu prendre, mais signaler avec quelle facilité l'on peut être le vendu de quelqu'un.

Dès qu'un mot juste dit par vous contrecarre un appétit, l'on tente de vous ruiner moralement par une accusation de vénalité. Et le plus effrayant est que ce procédé assure en ce moment le triomphe des fourbes. GERMINAL.

Pour les victimes de la réaction

Le groupe du *Réveil* a décidé de mettre en vente au profit des familles des emprisonnés de Zurich, *La Grande Rivoluzione* (en italien), de P. Kropotkine, les deux volumes au prix de 2 fr. 50.

Les camarades de langue française, qui connaissent l'italien, voudront bien, nous en sommes certains, accepter notre proposition et nous faire parvenir cette modique somme qui nous aidera à rendre moins pénible l'existence des familles de nos camarades qui languissent depuis plusieurs mois dans la « Maison des Morts » de Zurich, sans connaître exactement le motif de leur arrestation.

Camarades, prouvez votre solidarité !!!

Réveil, Savoises, 6.

Impr. des U. O., Genève